

RAPPORT FINAL

EVALUATION A MI-PARCOURS DE LA COMPOSANTE REGIONALE DU PROJET WACA-ResIP

KABORE BILA ROGER, Consultant régional

Mai 2022

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES **I**

LISTE DES TABLEAUX.....**Ÿ**.....**û**.....**N**..... **IIII**

LISTE DES FIGURES..... **III**

LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS..... **IIV**

RESUME EXECUTIF **V**

INTRODUCTION..... **1**

I – DESCRIPTION DE LA COMPOSANTE REGIONALE DU WACA-RESIP..... **1**

1.1 CONTEXTE DE LA COMPOSANTE REGIONALE..... **1**

1.2 OBECIIS DE LA COMPOSANTE REGIONALE..... **3**

1.3 SOUS-COMPOSANTES DE LA COMPOSANTE REGIONALE..... **3**

1.4 MODALITES D’EXECUTION DE LA COMPOSANTE REGIONALE..... **4**

1.5 3BENEFICAIRES DE LA COMPOSANTE REGIONALE..... **5**

II – LA METHODOLOGIE UTILISEE POUR L’EVALUATION..... **5**

2.1 LES OBECIIS DE L’EVALUATION..... **5**

2.2 LA METHODOLOGIE UTILISEE..... **H**..... **E**..... **H**..... **H.1...1** ..

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ABC	Secrétariat de la Convention d'Abidjan
ANGE	Agence Nationale de Gestion de l'Environnement
BM	Banque mondiale
CEREMA	Centre National de Recherche et d'Observation

RESUME EXECUTIF

Contexte

La Composante régionale « Renforcement de l'intégration régionale », objet de la présente

Les critères	Les notes	Les appréciations
La Pertinence	6€	Très satisfaisant (TS)
L'adhérence	5€	Satisfaisant (S)
L'efficacité	3€	Moyennement satisfaisant (MS)
L'efficience	3,95€	Moyennement Satisfaisant (MS)
Ladurabilité	4€	Moyennement Satisfaisant (MS)
Le genre	4€	Moyennement Satisfaisant (MS)
Les mesures de sauvegarde ES	5€	Satisfaisant (S)
Appréhension globale de la composante régionale	4,426	Moyennement Satisfaisant (MS)

La note globale de la composante régionale est de 4,426. Au vu de cette note, on peut conclure que la mise en œuvre et les performances obtenues par la composante régionale sont moyennement satisfaisantes (MS).

du projet WACA ResIP, responsabiliser la CEDEAO et la CEEAC, si les pays bénéficiaires incluent d'autres pays d'Afrique de l'ouest et d'Afrique centrale

5) Analyse de la pertinence des organes de coordination et de pilotage

Le dispositif de coordination et de pilotage, comportant, entre autres, un comité national de pilotage pour chacun des six pays et un comité régional de pilotage pour l'ensemble du projet WACA ResIP, est pertinent et classique. Cependant, compte tenu des questions spécifiques aux parties prenantes de la composante régionale, la mise en place d'un comité de pilotage spécifique pour cette composante régionale aurait pu constituer un cadre de résolution des problèmes particuliers entre l'UEMOA, l'UICN, le CSE et ABC.

6) Analyse du processus décisionnel de la Commission de l'UEMOA

Les textes réglementaires devant être adoptés par l'UEMOA doivent suivre le circuit décisionnel suivant:

- **Réunion des experts sectoriels;**
- **Réunion des Ministres sectoriels;**
- **Réunion des experts statutaires;**
- **Réunion des Ministres statutaires**

Ce circuit peut s'avérer long pour des décisions d'une certaine urgence. Par ailleurs, les réunions

INTRODUCTION

La Composante régionale « Renforcement de l'intégration régionale », objet de la présente évaluation à mi-parcours, est l'une des quatre composantes du projet d'investissement pour la Résilience des Zones Côtières en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP). Le WACA ResIP est le premier projet d'investissement du Programme de gestion du littoral ouest africain (WACA).

- La pollution côtière et marine a un impact sur la qualité de la côte et des eaux côtières et elle est, à plus de 80%, d'origine terrestre, principalement industrielle, agricole et urbaine
- Les cadres politiques, réglementaires et institutionnels ne sont pas suffisamment développés pour régir les littoraux et conserver les actifs environnementaux
- Le système actuel d'institutions, où chacun possède un domaine de responsabilité distinct dans la gestion des zones côtières, est insuffisant

Par ailleurs, aucun pays ne peut, à lui seul, régler les problèmes d'érosion côtière, d'inondations et de pollution en Afrique de l'Ouest. Les solutions exigent la coordination et la collaboration

L'UICN est un organisme international dont la vision est « un monde équitable qui comprend la valeur de la nature et la conserve ». L'organisation publie la Liste Rouge de l'UICN qui évalue le statut de conservation des espèces. L'UICN appuie la recherche scientifique, gère des projets de terrain dans le monde entier et rassemble des gouvernements, organisations non gouvernementales, agences des Nations Unies, entreprises et communautés locales autour du développement et de la mise en œuvre de politiques axées sur la bonne gouvernance et des solutions fondées sur la nature dans le but de relever les défis mondiaux. Créée en 1948, l'UICN est le plus ancien et le plus vaste réseau environnemental mondial, avec près de 11 000 scientifiques et de bénévoles et plus de 1 000 professionnels répartis dans 45 bureaux sur toute la planète.



Figure N° 1: Lazare du projet WACA ResIP

1.2 Objectifs de la composante régionale

L'objectif de la composante régionale est de renforcer l'intégration régionale. Elle vise ainsi à apporter un soutien pour : (i) la mise en œuvre de politiques et protocoles régionaux en matière de gestion des zones côtières et de renforcement des capacités, (ii) le développement de systèmes d'alerte, (iii) la coordination de l'accès aux instruments financiers, le développement de nouveaux instruments et la coordination régionale, (iv) la communication et le partage de connaissances, (v) et le suivi-évaluation au niveau régional.

1.3 Les sous-composantes de la composante régionale

La composante régionale du projet WACA ResIP comporte quatre sous-composantes, à savoir :

- Sous-composante 1 : Stratégies et solutions financières (32 millions \$EU de l'IDA) : Il s'agit de co-organiser le Comité régional de pilotage, d'identifier et développer des instruments de financement innovants. lir

1.5 Bénéficiaires de la composante régionale

La composante régionale bénéficie aux organisations partenaires telles que la Commission de l'UEMOA, l'UNION, le CSE et ABC. Elle bénéficie aussi, au niveau des pays, aux six unités de gestion du projet (UGP) et aux points focaux du projet dans les six pays de la zone du projet (Béni, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal et Togo). De manière indirecte, la composante bénéficie aux populations des six pays qui vivent le long du littoral et dépendent pour leurs moyens de subsistance

II – LA METHODOLOGIE UTILISEE POUR L'EVALUATION

2.1 Les objectifs de l'évaluation

L'objectif général de l'évaluation à ni-paccous, tel que cela ressort des termes de référence de l'étude, est d'examiner et de documenter la performance globale de l'exécution de la composante et les résultats obtenus afin de conclure si la composante a livré les résultats prévus avec les ressources et les dispositifs mis en place. Cette revue doit examiner la pertinence, l'efficacité, l'efficience, les leçons apprises et les conditions de durabilité des interventions. Des recommandations doivent être formulées pour ajuster la mise en œuvre et la coordination afin que la composante puisse générer davantage de résultats et des changements significatifs sur la période restante.

Les objectifs spécifiques de l'évaluation à ni-paccous sont :

évaluer la pertinence des interventions lors de la formulation et au regard du contexte actuel ;

évaluer l'efficacité de l'exécution en documentant les résultats obtenus et en analysant dans quelle mesure ces résultats contribuent à l'objectif de développement ;

analyser l'efficience du processus de l'exécution globale, y compris la performance des partenaires ;

analyser le degré de conformité du dispositif de la composante avec les conventions légales (accords juridiques) de l'accord de financement ;

évaluer l'adéquation et la performance de l'aménagement institutionnel et organisationnel en place ainsi que de la gestion fiduciaire, technique et administrative et de la passation des marchés ;

examiner les conditions de durabilité des résultats de la composante après sa mise en œuvre et faire des recommandations ;

analyser les relations de collaboration/partnership et la perception des partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet ;

formuler des recommandations pertinentes basées sur des résultats crédibles afin d'améliorer les performances de la composante et de permettre à celle-ci d'atteindre effectivement son objectif de développement ;

proposer au besoin une réaffectation des fonds par composante/sous-composante en fonction des recommandations formulées et éventuellement de nouvelles activités, ainsi qu'un nouveau calendrier d'exécution

décrire des leçons ou enseignements tirés de la mise en œuvre qui contribuent à améliorer l'exécution de la composante pour la durée restante de sa mise en œuvre et la formulation de WACA Res II

2.2 L'approche méthodologique

Les différentes étapes de l'approche méthodologique de l'évaluation ont été les suivantes :

1°) La revue documentaire

Le consultant a disposé d'un volume important de données dont l'exploitation lui a permis d'appécier le contenu et les performances de la composante régionale du projet WACA-ResP.

contributive, (ii) Approche d'exploitation documentaire, (iii) Approche de concertation, de dialogue, d'échanges d'expériences et de restitutions périodiques

25 Limites de l'évaluation

Les limites de l'évaluation ont été les suivantes:

L'évaluation s'est déroulée dans le contexte de la pandémie de COVID 19 avec la nécessité de respecter les mesures barrières, notamment de distanciation et de port du masque. Cette raison a fait que la réunion de briefing et l'atelier de validation du rapport provisoire se sont faits à distance, en visioconférence

25 Ethique à respecter pendant l'évaluation

L'évaluateur a respecté les normes éthiques les plus élevées. Il a protégé les droits et la confidentialité des personnes interrogées et des parties prenantes en prenant des mesures pour assurer le respect des codes juridiques et autres codes pertinents régissant la collecte et la communication des données. L'évaluateur a également assuré la sécurité des informations collectées avant et après l'évaluation et a respecté des protocoles visant à garantir l'anonymat et la confidentialité des sources d'information lorsque cela est prévu. Par ailleurs, les informations et les données recueillies dans le cadre du processus d'évaluation ont été utilisées uniquement pour l'évaluation et non à d'autres fins

26 Structure du rapport

Le présent rapport de l'évaluation a traité les points suivants:

- Le résumé exécutif;**
- L'introduction;**
- Le contexte de développement et la présentation de la composante;**
- L'appréciation selon les principaux critères d'évaluation;**
- Les leçons apprises et les bonnes pratiques;**
- Les recommandations;**
- Les propositions de réallocation des fonds et de reprogrammation des activités pour 2022 et 2023**

notamment du point de vue du changement climatique, de la sécurité alimentaire et du développement économique et social.

Composante N°1: Renforcement de l'intégration régionale;

Composante N° 2: Renforcement des politiques et institutions nationales;

Composante N°3: Renforcement des investissements physiques et sociaux au niveau national;

Composante N°4: Coordination du Projet

Ornote, ainsi, que la Composante N° 1, la composante régionale, prend en compte la dimension régionale, ce qui est complémentaire avec les Composantes N°2 et N°3 qui prennent en charge la dimension nationale, avec un appui aux politiques et institutions nationales et un

Tableau 1: Appréciation des indicateurs de la composante régionale

Libellé de l'indicateur	Valeur de Référence
--------------------------------	----------------------------

Source: Leconsultat

Les cinq indicateurs cités ont tous des valeurs de référence et des valeurs cibles à atteindre à la fin du projet

Le système de suivi évaluation global n'est bien fonctionné. On note que le cadre de résultats ne propose pas d'indicateurs spécifiques pour le suivi évaluation des actions et des activités se déroulant dans chaque sous-composante. Cependant, ceci a été rattrapé par la suite par l'unité chargée du suivi évaluation au niveau de WACA-BAR, de telle sorte que les rapports annuels d'activités produits en 2019, 2020 et 2021, ont utilisé des indicateurs de résultats et d'activités qui sont globalement SMART.

4.3 Facteur « c »: La cohérence de la Théorie de changement

La théorie du changement, en ne considérant que la composante régionale, décrit les changements successifs suivants devant conduire à l'objectif de développement de tout le projet

4.3.1. Premier niveau de changement

La composante régionale toute seule, ou en association avec les composantes N°2 et N° 3 du WACA-ResIP, devrait conduire aux changements de premier niveau suivants:

- De nouveaux instruments de financement sont développés**
- La politique et les protocoles pour la gestion des zones côtières sont promues et mises en œuvre**
- Les capacités de l'Observatoire de la zone côtière et le système d'alerte précoce sont renforcés**

4.3.2. Deuxième niveau de changement

Les changements de deuxième ordre qui se sont induits sont:

- Différentes sources de financement sont disponibles pour les investissements**
- L'application des règlements nationaux et régionaux est renforcée**
- Les informations nationales et régionales sont disponibles**
- Les impacts négatifs à long terme de l'érosion côtière, des inondations et de la pollution commencent à s'inverser.**

433 Troisième niveau de changement

Le troisième et dernier niveau de changement correspond à l'objectif de développement du projet, à savoir: Le renforcement de la résilience des communautés et zones ciblées des zones côtières d'Afrique de l'Ouest

La succession de ces changements attendus est cohérente. On peut conclure que la Théorie du changement est pertinente. Cependant, l'enchaînement des changements décrits ci-dessus, et qui découle de la figure N°2 ci-dessous, ne sont pas clairement ressortis dans le libellé énoncé dans le document de projet. Il aurait fallu que le libellé de la théorie de changement du projet

nécessite une description minutieuse et une documentation des principales activités réalisées pendant la première moitié de la période de mise en œuvre de la composante, ainsi qu'une analyse approfondie des résultats atteints au niveau des résultats intermédiaires et de l'objectif de développement.

L'efficacité dans la mise en œuvre de la composante régionale a été appréciée à partir des performances obtenues au niveau des facteurs d'appréciation ci-après :

5.1. Facteur « a » : Etat de mise en œuvre des activités

Les principales réalisations de la composante régionale ont été les suivantes, présentées par sous-composante :

1°) Sous-composante n°1 : Stratégies et solutions financières

En 2019 : L'Unité Régionale de Gestion (URG) de la composante régionale du projet WACA ResIP a été mise en place. Le manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable du projet a été adopté par décision n°441/2019/PCOM/UEMOA. Le manuel de suivi-évaluation a été révisé et validé. Le mécanisme régional de gestion des plaintes/griefs a été élaboré. Trois missions d'appui à la mise en œuvre de la composante régionale ont été enregistrées.

En 2020 : Des missions de supervision financière de l'UICN et d'audit interne du projet ont été conduites par l'UEMOA. Deux missions virtuelles d'appui à la mise en œuvre de la composante régionale ont été organisées du 15 au 19 juin 2020 et du 3 au 6 novembre 2020. La vision

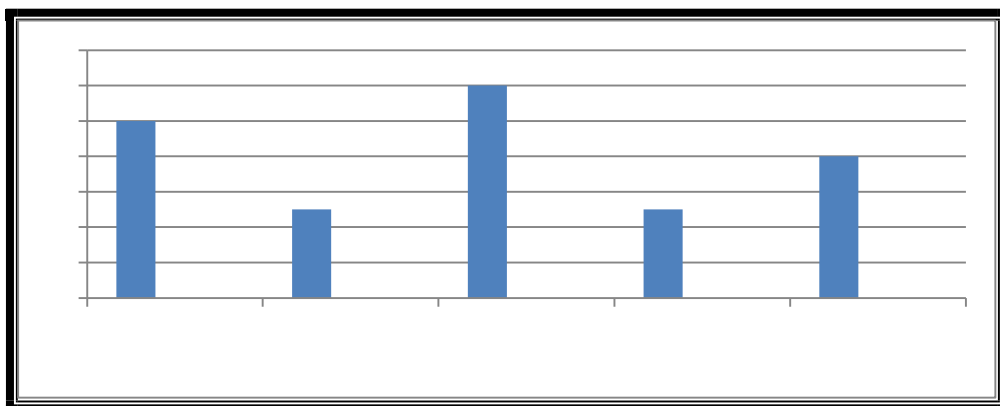
communication Un appui a été apporté en collaboration avec la Banque mondiale, au processus de préparation de la phase 2 du projet WACA ResIP qui va concerner le Ghana, la Gambie, la Guinée-Bissau et la Composante Régionale

4) Appréciation globale de l'état de mise en oeuvre des activités

On note un retard dans la réalisation de l'étude de faisabilité pour l'identification des instruments innovants de financement et des investissements et dans le processus de mise en place de l'observatoire régional du littoral ouest africain

Le taux d'exécution technique des PTBA 2019, 2020 et 2021 de la composante régionale a été

Figure N°4: Taux d'atteintes des ODS de la composante régionale au 31/12/2021



Source: Le consultant évaluateur

Tableau 2: Etat d'évolution cumulée de l'indicateur ODP5 de la composante régionale au 31 décembre 2021

Code/ Libellé l'indicateur	de Unité	Réf	2019	2020	2021	Cuml

Source: Compilation des rapports annuels d'activités de la composante régionale par le consultant

53 Facteur « c » : Progrès vers l'atteinte des objectifs de la Composante

Trois grands objectifs sont à considérer, à terme, pour la Composante régionale. Il s'agit de:

1°) La mise en place de l'observatoire régional et des observatoires nationaux du littoral ouest africain: Ces structures ne sont pas encore en place, mais leur mise en place est une cible pour la fin de la composante, et non pour l'étape de ni-pacous. Au 31 décembre 2021, l'étude de

des marchés qui est, en réalité, un cadre de la Commission de l'UEMOA mis à la disposition de la Composante régionale, d'un expert en communication, d'un assistant administratif, d'un régisseur/comptable et d'un spécialiste en gestion financière. Le spécialiste en passation des marchés a bénéficié, en 2021, d'une formation sur l'outil STEP de gestion du cycle de passation des marchés de la Banque mondiale par le biais d'une séance de travail avec son homologue de WACA BAR. Le Point focal et le spécialiste en intégration régionale ont pris service en janvier 2019. Les spécialistes en gestion financière, en passation des marchés et le comptable/régisseur sont des agents de l'UEMOA qui ont été mis à la disposition de l'URG.

Le Bureau d'appui régional (BAR) est mis en place par l'UICN pour assurer la coordination technique de la composante relative à l'intégration régionale et assurer l'appui technique aux pays d'intervention du projet dans la mise en œuvre des activités.

Le comité scientifique régional (CSR) a été mis en place par la Commission de l'UEMOA, par décision n° 089/2021/CCOM/UEMOA en date du 04 mai 2021, en tant qu'instance consultative,

de gestion côtière» et à l'« Observatoire régional du littoral ». L'accord avec ABC est en cours de signature. Cependant, pour ne pas retarder la mise en œuvre, l'UICN assure l'exécution administrative et fiduciaire des activités de la sous-composante gérée par ABC. Il y a donc une flexibilité des arrangements institutionnels.

Il est à noter que les partenaires impliqués dans la mise en œuvre de la composante régionale ont des modes opératoires, des procédures et des exigences propres. Le défi était donc, au démarrage du projet, de préparer et adopter un Manuel régional de procédures qui précise et harmonise les procédures. Parallèlement, le Manuel devait se baser sur le principe de subsidiarité.

L'indice d'efficience (IE) est le rapport entre le taux d'exécution des PIBA (TEPIBA) et le taux d'exécution financière (TEF).

Avec:

TEPIBA = Moyenne des taux d'exécution des PIBA 2019 2020 2021 = 53%

TEF = Moyenne des taux d'exécution financière des 2019 2020 2021 = 39,7%

IE = TEPIBA/TEF.

Un indice d'efficience égal ou supérieur à 1 est un signe d'efficience, car cela voudrait dire que la composante régionale aurait réalisé techniquement ou physiquement plus qu'elle n'a dépensé financièrement.

Le calcul de l'IE donne:

IE = 53/39,7 = 1,33

Cet indice d'efficience, supérieur à 1, est un élément positif d'efficience de la composante régionale.

Tableau n°4: Taux d'exécution annuel des PIBA et Taux d'exécution financière annuel

Années	Taux d'exécution des PIBA	Taux d'exécution financière annuel	Indice d'efficience (IE=PIBA/TE)
2019	48%	23,71%	2
2020	54%	41,51%	1,3
2021	57%	53,88%	1,06
Moyenne des 3 années	53%	39,7%	1,33

Source: Le consultant évaluateur

62 Facteur « b » : Les résultats des audits comptables et financiers de la composante régionale

Les audits externes des exercices 2019 et 2020 du projet ont été réalisés, et les rapports définitifs soumis à la Banque mondiale, y compris les plans d'action de mise en œuvre des recommandations.

C'est ainsi que:

Le cabinet d'expertise SAFECO implanté à Lomé, au Togo, a eu à effectuer l'audit comptable et financier du projet WACA ResP couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019. Il a eu à formuler l'opinion suivante:

« Au 31 décembre 2019, le total des préfinancements de la Commission de l'UEMOA se chiffrait à soixante-trois millions neuf cent trente-cinq mille cinq cent neuf (63 935 509) € »

Dans le cadre des relations presse, un webinaire combiné à un atelier en présentiel destiné aux journalistes des pays WACA a été organisé le 25 février 2021. L'objectif était de renforcer le rôle de journalistes locaux sur les problématiques liées à la pandémie et assurer une meilleure visibilité du Programme WACA et permettre une large diffusion de ses résultats.

Une session de formation en virtuel destinée aux spécialistes en communication des pays et des institutions a été organisée en juin 2021. Elle a été couplée par un atelier en présentiel du 18 au 22 octobre 2021. Ces deux sessions ont été axées sur la communication digitale, la création de contenu, la communication sociale, la gestion de la communication de crise et l'écriture journalistique.

Par ailleurs, une action de relation publique a été menée durant le congrès mondial de lanture de l'UICN tenu à Marseille du 3 au 11 septembre 2021. Les différents partenaires du WACA ont été conviés à un panel d'échange en mode virtuel et présentiel sur les différentes approches en matière d'investissement pour l'anticipation de la résilience des communautés côtières.

Enfin, des objets publicitaires (500 clés USB, 200 porte-clés, 500 stylos, 100 mugs, 2 kalémos, 500 sacs et 100 tasses) ont été réalisés et distribués. La page Facebook du WACA compte plus de 251 abonnés; elle est alimentée par une cinquantaine de posts, photos et vidéos, ainsi que des diffusions en live. Le compte Twitter est également tenu à jour régulièrement.

Les activités de communication qui ont été menées ont permis une meilleure visibilité de

selon une forme et un régime que la Banque juge satisfaisants. Ces états financiers annuels pour chaque période doivent être: (i) vérifiés et publiés par la Cour des Comptes de l'UEMOA, conformément aux normes de vérification appliquées de façon uniforme et de manière acceptable par la Banque; et (ii) transmis à la Banque dès qu'ils sont publiés et au plus tard dix-huit (18) mois après la fin de chaque exercice financier;

Cette disposition n'a pas été respectée par l'UEMOA et le rapport de la Cour des Comptes n'est pas encore disponible.

L'UEMOA devait, conformément à la Section LH3 de l'Annexe 2 de l'Accord, au plus tard cinq (5) mois après la date d'entrée en vigueur, soumettre à la Banque son premier rapport d'audit interne, préparé par le service de vérification interne de l'UEMOA, de façon opportune et acceptable par la Banque.

La première mission d'audit interne du projet, conduite par la direction de l'audit interne de la Commission, est intervenue courant mars-avril 2019. Le rapport finalisé a été soumis courant juillet 2019.

Le CSE est un prestataire de service commis par l'UICN pour s'occuper de la question de l'observation du littoral. A ce titre, il a été responsabilisé dans la mise en oeuvre de la sous composante 1.3. A ce niveau, on peut noter les principaux acquis suivants:

- L'étude de faisabilité de l'Observatoire Régional du Littoral Ouest Africain (ORLOA) a été réalisée et validée par le comité scientifique régional en juin 2021.**
- La mise à jour du Schéma Directeur du Littoral d'Afrique de l'Ouest (SDLAO ou Bilan 2030).**
- La conduite des activités techniques de la feuille de route menant vers la mise en place effective de l'ORLOA.**
- La publication régulière et périodique du bulletin de liaison de l'ORLOA.**
- L'élaboration de la cartographie de l'ORLOA.**

L'élaboration d'un plan régional de renforcement des capacités articulé avec les plans de formation des UGP. Ce plan a été révisé suite à la mission d'appui de juin 2021 et pour tenir compte du état d'enregistrement dans la mobilisation du cabinet de formation et des nouveaux besoins d'appui exprimés par les UGP et autres partenaires lors de l'atelier régional de planification opérationnelle d'octobre 2021.

La présentation de l'approche IRR ou « initiatives à résultats rapides » aux UGP au cours de l'atelier régional de planification

L'atelier régional virtuel de renforcement des capacités organisé par l'UEMOA sur les thématiques suivantes: (i) les effets de la crise mondiale due à la COVID 19 sur la pratique des Évaluations Environnementales dans les États membres de l'UEMOA; et (ii) la place de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) en tant que démarche de prise en compte des enjeux environnementaux et sociaux

La session d'initiation des spécialistes de Sauvegarde E&S au logiciel RUCHE d'informatisation du système de suivi-évaluation: Elle a été réalisée en février 2021, avec l'appui du T ° f ifiologie v sets s ad0 é^a d0

1º) La Comisión de FUEMOA: Cálculo de su estructura de personal en el área de

Il est à noter; cependant, que dans le cadre des projets de développement, l'objectif n'est pas une rentabilité financière, mais plutôt une rentabilité économique. Or, la rentabilité économique, pour le projet WACA ResIP et la composante Régionale, est difficile à établir; car l'essentiel des avantages attendus ressort pas monétarisables

7.5 Notation selon le critère de la durabilité

Pour le critère de la durabilité, on a utilisé l'indicateur du « Coefficient de durabilité » (CD). Ce coefficient se décompose en quatre facteurs (a, b, c, d). Il est noté sur une échelle de 1 à 6. La pondération introduite ici donne 1 point à chacun des facteurs « a » et « d », et 2 points à chacun des facteurs « b » et « c ». Ce critère se calcule ainsi qu'il suit:

Les facteurs d'appréciation du niveau de durabilité de la composante régionale	La notation
Facteur « a » : Le niveau d'appropriation de la composante par la Commission de l'UEMOA et les autres institutions régionales	1/1
Facteur « b » : Le renforcement des capacités des structures régionales de mise en œuvre	1,5/2
Facteur « c » : Le renforcement et la pérennisation des structures de gouvernance régionale (UEMOA, UICN, CSE, ABC, ORLOA)	1/2
Facteur « d » : La viabilité économique de la composante	0,5/1
Note globale	4/6

Le Coefficient de durabilité (CD) a été obtenu ainsi qu'il suit:

comme les interventions de la composante régionale et de l'ensemble du projet. Les indicateurs de suivi des activités sont désagregés par sexe pour identifier et corriger en temps opportun les inégalités et formuler les recommandations à l'endroit des partenaires de mise en oeuvre.

83 Facteur «c»: La prise en compte des femmes parmi les bénéficiaires de la composante régionale

Les femmes font partie des bénéficiaires de la composante mais leur proportion n'est pas élevée.

Une étude a été réalisée au niveau régional dans le but d'élaborer un plan d'action pour la promotion du genre. Cependant, ce plan n'est pas encore finalisé, et n'a même pas été mis en oeuvre.

Il est à noter qu'il n'y a pas d'activités spécifiques pour la prise en compte du genre au niveau des organisations régionales de mise en oeuvre. En effet, le Bilan d'impact n'a pas été analysé de manière particulière sur le genre. Les plans d'action de la Convention d'Abidjan n'insistent pas spécifiquement sur la prise en compte du genre. La Commission de l'UEMOA dispose d'une stratégie genre sur laquelle l'élaboration du plan d'action en prise en compte du genre est prévue.

Deux sessions de renforcement de capacités ont été organisées en 2019 pour les spécialistes des Unités de Gestion de Projet (UGP) et des partenaires. La première session a porté sur les politiques de sauvegardes environnementales et la seconde sur les sauvegardes sociales, développement social et genre.

94 Notations selon le critère des mesures de sauvegarde environnementale et sociale

Pour le critère de la mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementale et sociale, on utilise l'indicateur « Coefficient des Mesures de Sauvegarde » (CMS) pour mesurer et affecter une note sur une échelle de 1 à 6 selon les modalités indiquées dans le tableau ci-dessous. Une pondération n'a pas été utilisée ici dans la notation, car les trois facteurs ont été jugés d'importance équivalente. Ils sont tous notés sur 3.

Les facteurs d'appréciation de la mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementale et sociale au niveau régional	La notation
Facteur « a » : Renforcement des capacités en sauvegarde environnementale et sociale	2/2
Facteur « b » : Suivi d'avancement des activités du volet Sauvegarde E&S	2/2
Facteur « c » : Mise en œuvre des mesures de sauvegarde E&S	2/2
Note	6/6

Le critère de la mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementale et sociale est noté satisfaisant (S).

ANNEXE REGIONALE

Les critères d'évaluation sont notés satisfaisant (S) au niveau des performances. Le critère d'évaluation est la

la mise en œuvre des mesures de sauvegarde E&S est notée satisfaisante (S) par le

Tableau N°4: Synthèse des performances par critère

Les critères	Les notes	Les appréciations
L'adéquation	6/6	Satisfaisant (S)
L'achèvement	5/6	Satisfaisant (S)
L'efficacité	6/6	Satisfaisant (S)

2) Analyse des critères de sélection des pays bénéficiaires du projet et de la composante régionale

- Réunions experts sectoriels;
- Réunions Ministres sectoriels;
- Réunions experts statutaires;
- Réunions Ministres statutaires

Ce circuit peut s'avérer long pour des décisions d'une certaine urgence. Par ailleurs, les réunions des Ministres font souvent l'objet de multiples reports, compte tenu de la disponibilité limitée des Ministres qui sont très sollicités du fait de leurs hautes fonctions.

L'UEMOA. Elle a ainsi observé des durées de traitement des demandes de l'UICN relativement longues allant de 50 à 273 jours. Le WACA BAR a ainsi connu trois périodes de tension de trésorerie, au cours de janvier, mai/juin et septembre-octobre 2020 qui ont ralenti les décaissements au cours des dites périodes. Les dépenses effectuées pendant ces périodes ont été préfinancées par l'UICN. Cependant, des échanges ont été menés entre l'UICN, l'UEMOA et la Banque mondiale pour améliorer durablement les procédures de soumission et de traitement des appels de fonds de l'UICN.

La crise sanitaire liée à la COVID 19 avec une hausse des confinements en début d'année 2021 et l'émergence de la variante Omicron n'a pas permis la réalisation des activités de renforcement de capacités programmées en présentiel. Les mesures de protection définies par les gouvernements et les institutions internationales ont impacté l'exécution des PIBA. L'impact de cette crise a entraîné le report de la plupart des activités de formations programmées par le WACA BAR au profit des spécialistes nationaux et retardé la finalisation du processus d'informatisation. Pour faire face à cette pandémie et limiter son impact sur

Les principales bonnes pratiques identifiées lors de la mise en œuvre sont les suivantes :

L'utilisation de plusieurs leviers comme le plaidoyer et la sensibilisation des décideurs en plus de l'approche institutionnelle pour accélérer les décisions et la mise en œuvre

aux procédures des institutions de mise en œuvre. Les limitations à deux ans de contrat avec obligation d'un break de 6 mois minimum, impliquent de procéder à un nouveau recrutement et un turnover.

Recommandations pour la Commission de l'UEMOA et l'UICN

6) Revoir le statut du personnel dédié de la composante régionale et de l'ensemble du projet, notamment le statut de consultant long terme, pour l'harmoniser avec le statut général du personnel de l'UEMOA et de l'UICN, car cette question n'est pas traitée dans ces deux institutions. Ceci permettra: i) d'assurer une stabilité et une disponibilité du personnel dédié à la mise en œuvre des activités; ii) d'avoir les autorisations d'accès à certaines plateformes pour la gestion du projet, intégrer les coordonnateurs dans les processus d'engagement et de décision de l'organisation; iii) de réduire le temps de traitement interne à l'organisation.

Recommandations pour la Commission de l'UEMOA

financement des investissements que la composante régionale devait contribuer à identifier et à mettre en place

XV - PROPOSITION DE REALLOCATION DES RESSOURCES FINANCIERES

organisation des ateliers de concertations nationales à Sao Tomé et Príncipe et au Nigéria pour la validation des plans d'actions;
mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources pour le développement institutionnel de la Convention d'Abidjan;
formations sur le leadership développement

Pour la sous-composante 3 « Observation régionale du littoral » :

adoption de la feuille de route pour la mise en place de l'ORLOA;
opérationnalisation de l'ORLOA et du système régional d'alerte précoce;
appui aux pays pour la mise place ou le renforcement de leurs systèmes d'observations (ONL et SAP nationaux) et l'élaboration/actualisation de leurs schémas directeurs

Pour la sous-composante 4: « Appui à la mise en œuvre au niveau régional » :

finalisation du processus de recrutement du spécialiste en sauvegarde environnementale et de l'expert en solutions basées sur la nature;
mise en place du plan de communication;
poursuite de l'assistance technique aux UGP à travers le Cereña, le RAMPAQ, les experts individuels (domaines de la restauration des mangroves et la lutte contre la pollution plastique), les experts de l'UICN et les spécialistes du WACA BAR;
organisation des formations de renforcement de capacités des experts des UGP avec l'accompagnement du cabinet de formation;
appui à la préparation du projet WACA ResIP II : élaboration des objectifs, activités et partenaires de la composante régionale et contribution à la préparation des projets pays en Guinée-Bissau, Ghana et Gambie

Pour l'année 2023:

Pour la sous-composante 1:

Mettre en œuvre le PARSI et la stratégie de mobilisation des ressources pour le financement de la résilience côtière;
Mettre en œuvre le plan d'action régional genre;
Transposer dans les législations nationales les cinq (05) règlements relatifs à l'internalisation des actes de ABC dans le corpus juridique de l'UEMOA;
Organisation des missions de plaidoyer auprès des institutions d'intégration régionales (CEDEAO, CEEAC, COPABC, etc) et des pays;
Poursuivre l'appui à la préparation de la deuxième phase du projet WACA ResIP;
Tenue des réunions du Comité Régional de Pilotage du projet

Pour la sous-composante 2:

Poursuivre les appuis aux pays pour le renforcement des cadres juridiques nationaux;
Mettre en œuvre la stratégie de mobilisation des ressources pour le développement institutionnel de la Convention d'Abidjan

Pour la sous-composante 3:

Faire fonctionner l'ORLOA; eplan d'ibTA nous a . ° s nn

**Poursuite de l'assistance technique aux UGP à travers le Cereva, le RAMPAQ, les experts individuels (domaines de la restauration des mangroves et la lutte contre la pollution plastique), les experts de l'UICN et les spécialistes du WACA BAR;
Appuyer la réalisation de l'évaluation finale de la composante régionale;
Appuyer la préparation du projet WACA ResPIIL**

ANNEXE N° 1: Plan de travail 2022-2023

Activités réalisées en 2021

<p>Adoption du Manuel régional d'exécution du projet et notification de la décision n°5612018/CCM/UEMOA portant composition, attribution et fonctionnement du Comité Régional de Pilotage (CRP) du projet</p> <p>L'effectif de l'équipe de l'URG a connu une évolution avec le recrutement et la prise de service du Spécialiste en Communication. Le Spécialiste en Passation des Marchés a renforcé ses capacités sur l'outil STEP</p> <p>Une requête de financement de la seconde phase de la composante régionale du projet a été adressée à la Banque mondiale par la Commission de l'UEMOA accompagnée d'un projet de note conceptuelle. Ce projet de note conceptuelle a été détaillé et finalisé avec les institutions régionales partenaires notamment, l'UICN, ABC, le CSE, RAMPAQ, le FRCM, en collaboration avec la Banque mondiale</p>	<p>Adoption des 5 avants projets par les Ministres chargé de l'environnement</p> <p>Adoption du mémorandum par l'UEMOA, l'UICN et l'ABC</p> <p>Adoption du plan d'action régional genre et début de mise en œuvre</p> <p>Mise en œuvre du manuel régional et de la décision de modification de l'organisation et du fonctionnement des CRP</p> <p>Recrutement de consultants et élaboration du projet WACA ResP II</p>	
---	--	--

Sous composante N° 2: Accords et protocoles régionaux relatifs au littoral

L'équipe de coordination de la sous-composante 1.2 a été dotée des équipements informatiques au cours du premier trimestre 2021

La 13^{ème} Conférence des parties – COP à la Convention d'Abidjan s'est déroulée du 13 au 15 décembre 2021 en mode virtuelle

Les partenaires de WACA ResIP ont organisé sous le leadership de l'UEMOA et la coordination de WACA BAR un séminaire sur WACA ResIP afin de valoriser le partenariat, les approches politiques et institutionnelles, les outils et les résultats atteints

ANNEXE N°2: LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

NOM ET PRÉNOM	FONCTION	STRUCTURE	CONTACT
ILBOUDO Ousmane	Coordinateur	URG	

1) Quel a été le processus de formulation/élaboration du projet WACA ResIP? Quel a été le niveau d'implication de toutes les parties prenantes dans cet exercice: Commission de l'UEMOA, Banque mondiale, FEM, UICN, Etats bénéficiaires? Comment le document de projet a-t-il été validé ou approuvé? par un atelier, une Task Force, ou autre?

2) Quelles ont été les modalités d'exécution de la Composante N°1 et de l'ensemble du projet WACA ResIP? Quel a été le dispositif de pilotage, de coordination et de mise en œuvre? Comment les différents organes ont fonctionné (Comités de pilotage; comité technique; WACA-BAR; URG; etc.)

3) Selon vous, quels ont été les principaux acquis du Projet, les principaux effets et impacts du projet?

4) Selon vous, quelles ont été les principales insuffisances, contraintes ou difficultés

3) Selon vous, quels ont été les principaux acquis du Projet, les principaux effets et impacts du projet?

4) Selon vous, quelles ont été les principales insuffisances, contraintes ou difficultés rencontrées au cours de la mise en œuvre du Projet?

5) Selon vous, quelles ont été les principales leçons apprises de la mise en œuvre du Projet?

6) Quelles ont été les principales bonnes pratiques identifiées au cours de la mise en œuvre du projet?

7) Quelles sont les principales recommandations que vous pouvez formuler pour améliorer l'efficacité de la mise en œuvre du projet et pour les interventions futures de l'UEMOA, de l'UCN, de la Banque mondiale et des États

32 Questions d'évaluation

“ **o Pq** ~~justeté~~ **A A f q aA f Be**

Efficacité justeté

Tâches	Responsable	Acteurs impliqués
--------	-------------	-------------------

